



Agriculture et agroalimentaire de Bretagne en Clair

ABC Analyse & Perspectives



Webinaire ABC Analyse & Perspectives

15/05/2025

chambres-agriculture-bretagne.fr

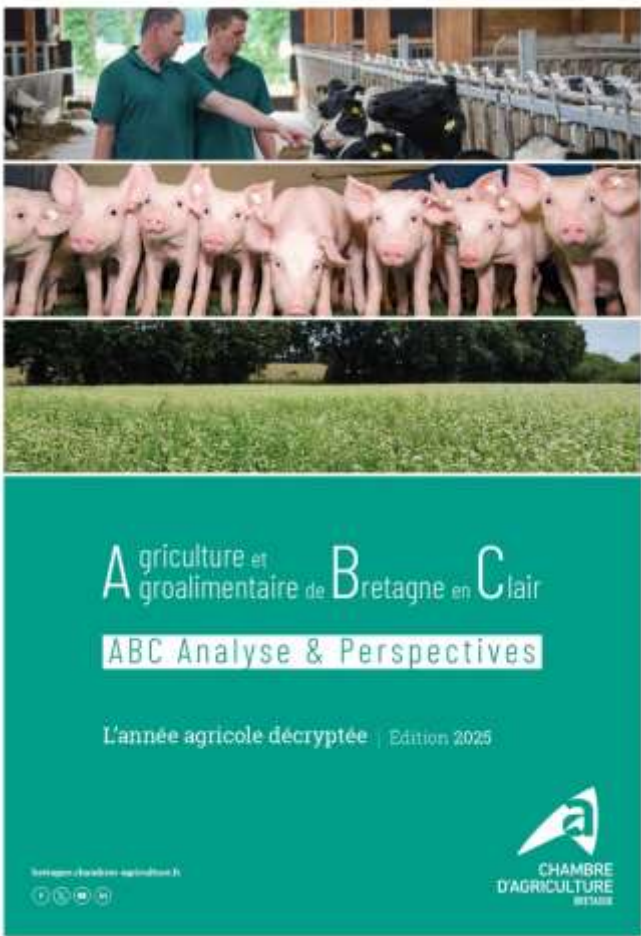




Sommaire

Jean Alain Divanac'h

- **Productions – Olivier Carvin**
 - Un rebond des productions relatif
 - Des revenus bien orientés
 - Points de vigilance
- **International – Delphine Scheck**
 - Une Bretagne solide et agile
 - Les équilibres géopolitiques au cœur des enjeux
- **Pac post 2027 : anticiper pour peser – Mary Henry**



ABC Analyse & Perspectives

- Une analyse issue de l'observatoire économique et social des filières agricoles et agroalimentaires de Bretagne.
- Celle-ci est diffusée par le biais de la publication annuelle ABC Analyse & Perspectives téléchargeable sur le site internet des Chambres d'agriculture de Bretagne.

2





Un rebond des productions relatif

chambres-agriculture-bretagne.fr

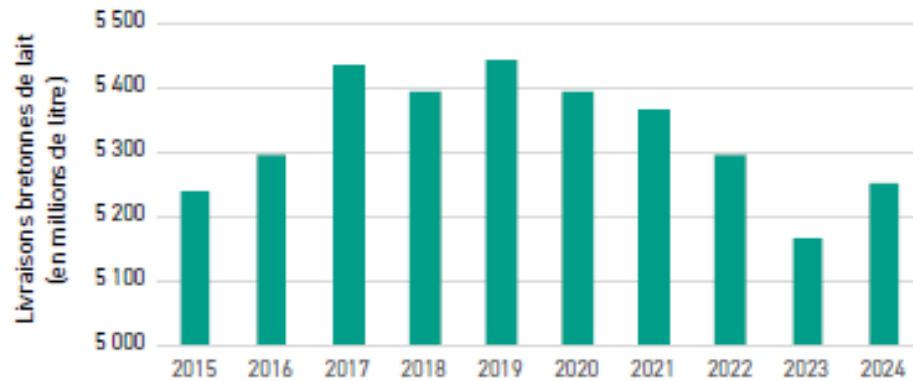


Un rebond des productions relatif

- Collecte laitière bretonne : +1,9 %/2023
- Abattages régionaux de porcs : +2 %/2023
- Abattages bretons de volailles : +1,5 %/2023
- Le déclin n'est pas une fatalité

Un rebond des productions relatif

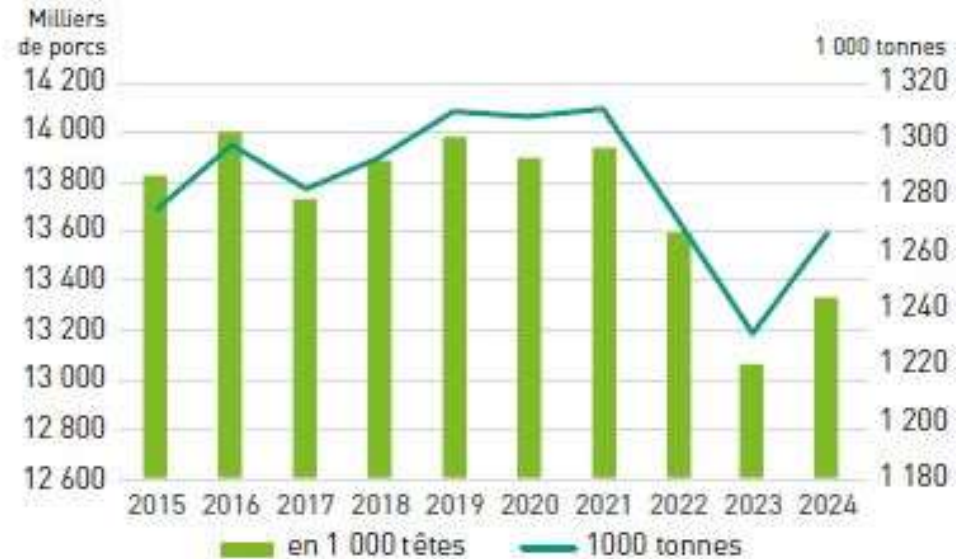
■ Un rebond relatif :



Chambre d'agriculture de Bretagne

Source : Agreste - FranceAgriMer - SAA, Enquête mensuelle laitière au 25/03/2025

Lait : collecte 2024 inférieure de 5 % à celle de 2019



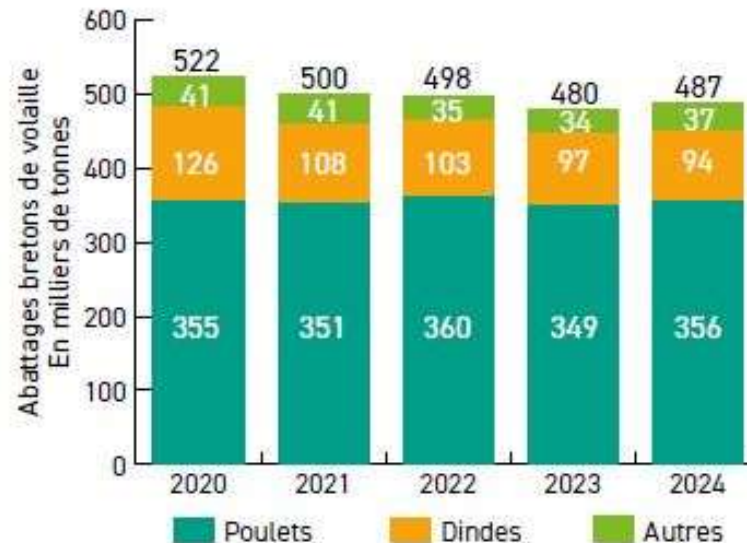
Chambre d'agriculture de Bretagne

Source : Agreste-Draaf Bretagne-Enquête mensuelle au 31/03/2025

Porc : volume des abattages inférieurs de 3,3 % à ceux de 2021

Un rebond des productions relatif

- Des causes conjoncturelles expliquent ce rebond :
 - Volailles : les mesures de biosécurité et la vaccination des palmipèdes ont limité l'influenza aviaire

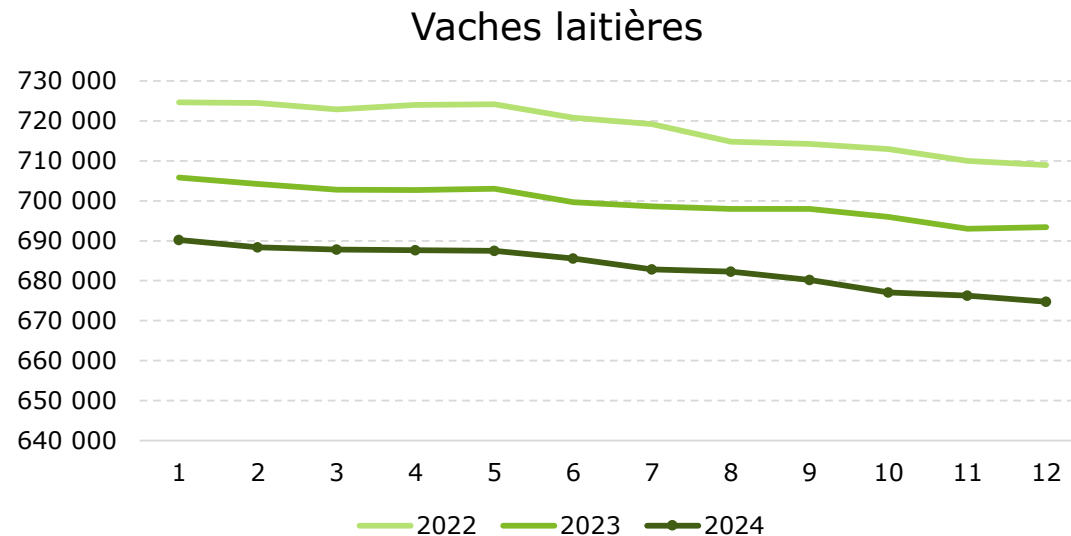


Chambre d'agriculture de Bretagne

Source : Agreste - Draaf Bretagne, enquête auprès des abattoirs au 24/03/2025

Un rebond des productions relatif

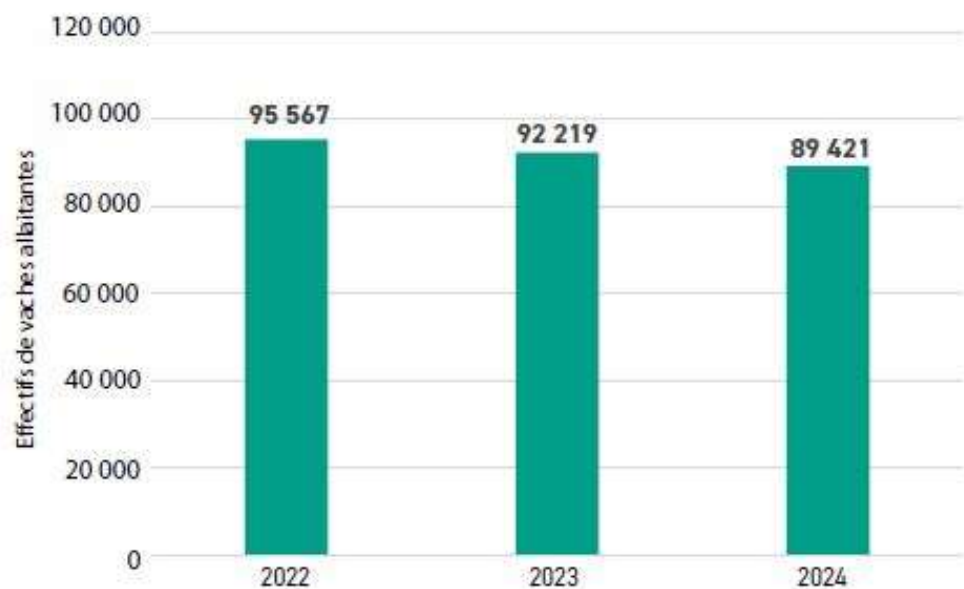
- Des causes conjoncturelles expliquent ce rebond :
 - Lait : tempête Ciaran fin 2023 + mauvaise qualité des fourrages
 - Mais un cheptel de vaches laitières qui recule toujours : -2,7 % en 2024



Source : infocentre des EdE du Grand Ouest

Un rebond des productions relatif

- Viande bovine :
 - -0,7 % sur la production
 - -3,1 % sur les abattages



Chambre d'agriculture de Bretagne
Source : Infocentre des EdE de Bretagne

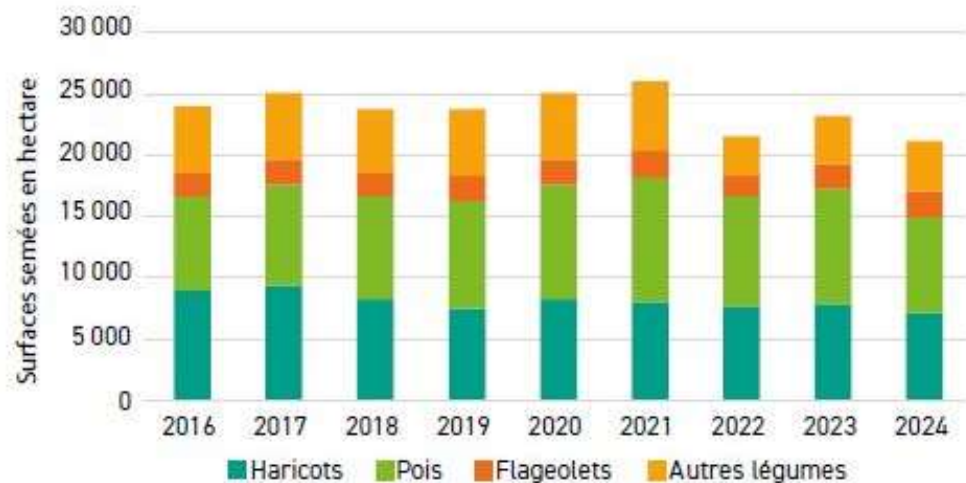


Chambre d'agriculture de Bretagne
Source : Agreste, SAA. Pour 2024, estimation Chambre d'agriculture à partir des données EdE Bretagne

- - 3 % sur le cheptel allaitant

➤ Un rebond des productions relatif

- Un recul des surfaces semées en légumes pour la transformation



- -10 % dans le Grand-Ouest*
par rapport à la moyenne
2021-2023

*Bretagne, Pays de la Loire et Centre-Val de Loire

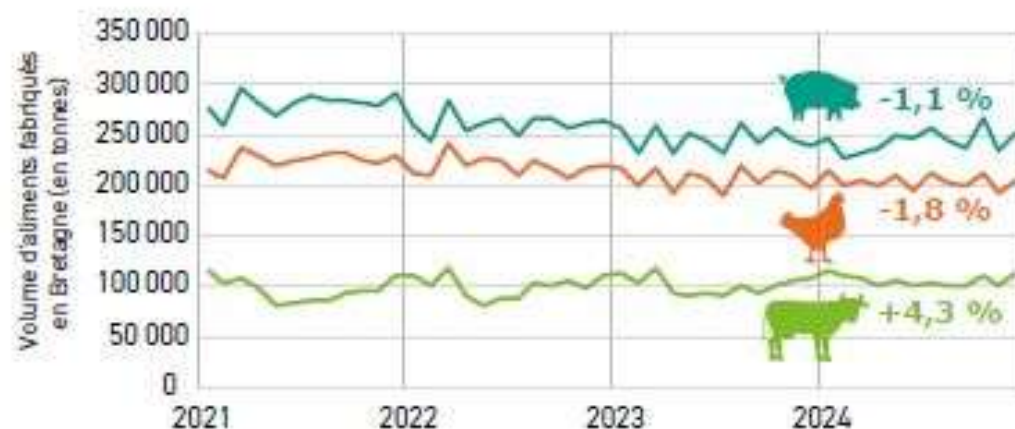
9

Chambre d'agriculture de Bretagne
Source : Cénaldi

- Surfaces semées en Chou-fleur : -6 %/moyenne quinquennale
- Production de tomates : -16 %/2023

➤ Un rebond des productions relatif

- Une stabilisation de la fabrication d'aliments : -0,1 %/2023



Chambre d'agriculture de Bretagne

Source : La Coopération agricole Nutrition Animale et SNIA au 28/01/2025

Un rebond des productions relatif

- Les principales filières d'élevage bretonnes voient leurs volumes production augmenter en 2024 (entre +1,5 et +2 %)
- Ces volumes restent faibles comparés à 2019 (entre -3,5 et -7 %)
- Des causes conjoncturelles peuvent expliquer ce rebond qui ne concerne pas les autres filières
- Mais preuve que le déclin n'est pas une fatalité : la bonne santé économique des exploitations permet de soutenir la production



Des revenus bien orientés

chambres-agriculture-bretagne.fr



Des revenus bien orientés

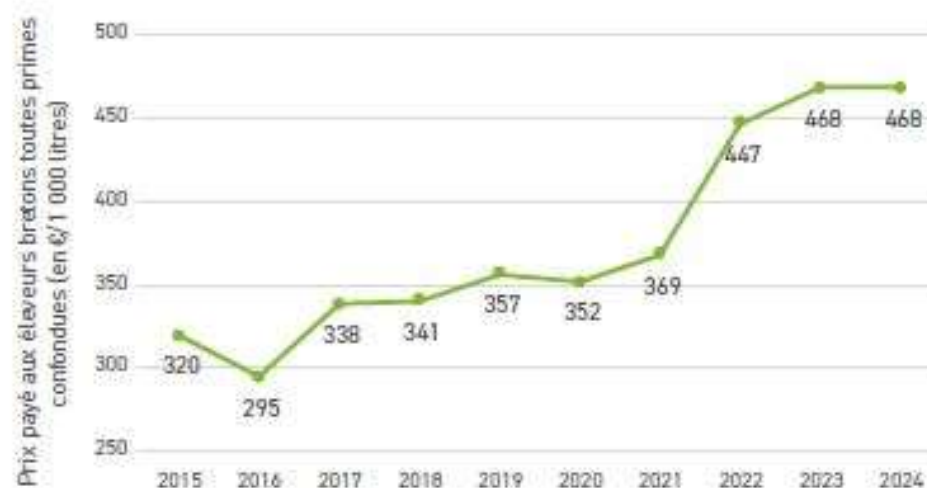
- Des cotations record en viande bovine



Chambre d'agriculture de Bretagne

Source : Agreste – FranceAgriMer – Cotations régionales hebdomadaires au 17/03/2025

- Un prix du lait toujours haut



Chambre d'agriculture de Bretagne

Source : Enquête mensuelle laitière SSP - FranceAgriMer au 25/03/2025

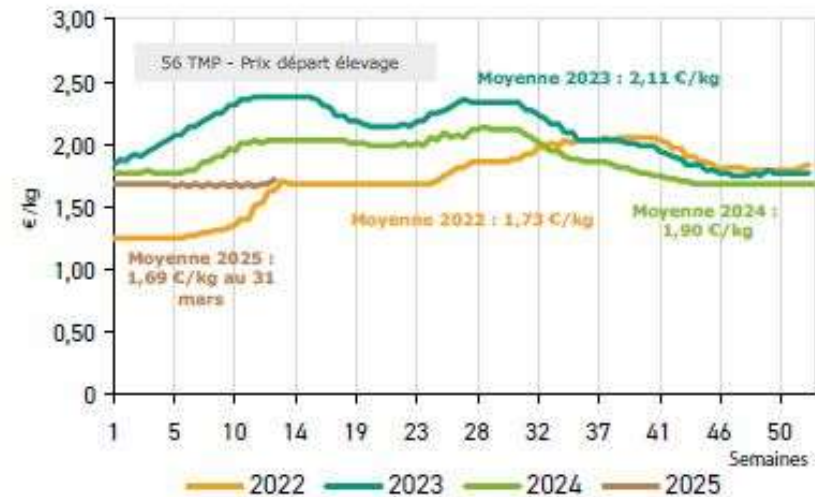
• Des revenus bien orientés

- Cotations œufs : +12%/moyenne 2021-23



Chambre d'agriculture de Bretagne
Source : FranceAgriMer-RNM - Les Marchés au 20/03/2025

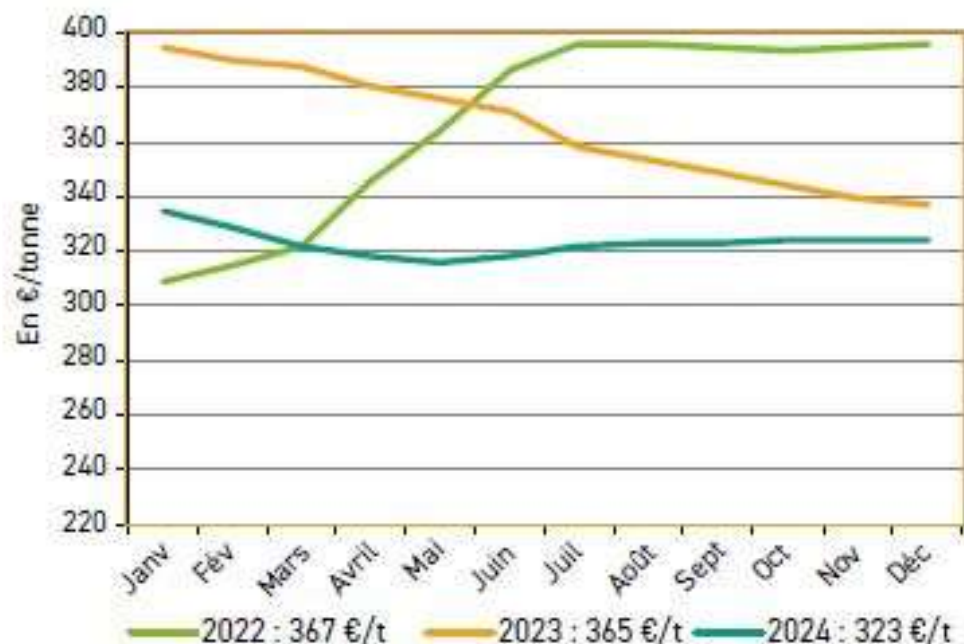
- En porc : +10,4 %/moyenne 2021-23



Chambre d'agriculture de Bretagne
Source : Marché du Porc Français (MPF) au 31/03/2025

Des revenus bien orientés

- Stabilisation du prix des matières premières à un niveau élevé



Chambre d'agriculture de Bretagne

Source : Ifip au 31/03/2025



Chambre d'agriculture de Bretagne

Source : diverses dont Terres Univia au 23/01/2025

Prix de l'aliment du porc : -11 %/2023

Des revenus bien orientés

■ Des investissements soutenus

- Agri INVEST : +5 M€/budget prévisionnel
- Le développement des énergies renouvelables

Appel à projets	Nombre de dossiers éligibles	Montant des demandes (M€)
Productif	560	18,33
Résilient Climat Carbone	472	6,88
Résilient Eau	89	0,71
Transformation et vente à la ferme	32	1,32
Biosécurité volailles	32	0,25
Total	1185	27,5

Source : Région Bretagne - novembre 2024

Un regain de croissance pour les chaudières bois agricoles



Chambre d'agriculture de Bretagne
Source : Aile, 2024

Des revenus bien orientés

- Des prix qui restent à des niveaux très élevés
- Des charges qui se stabilisent
- Revenus : en deçà des niveaux record de 2022, mais des revenus bien orientés
 - Mais des filières grandes cultures en difficulté !
- Des incertitudes importantes sur l'avenir



Points de vigilance

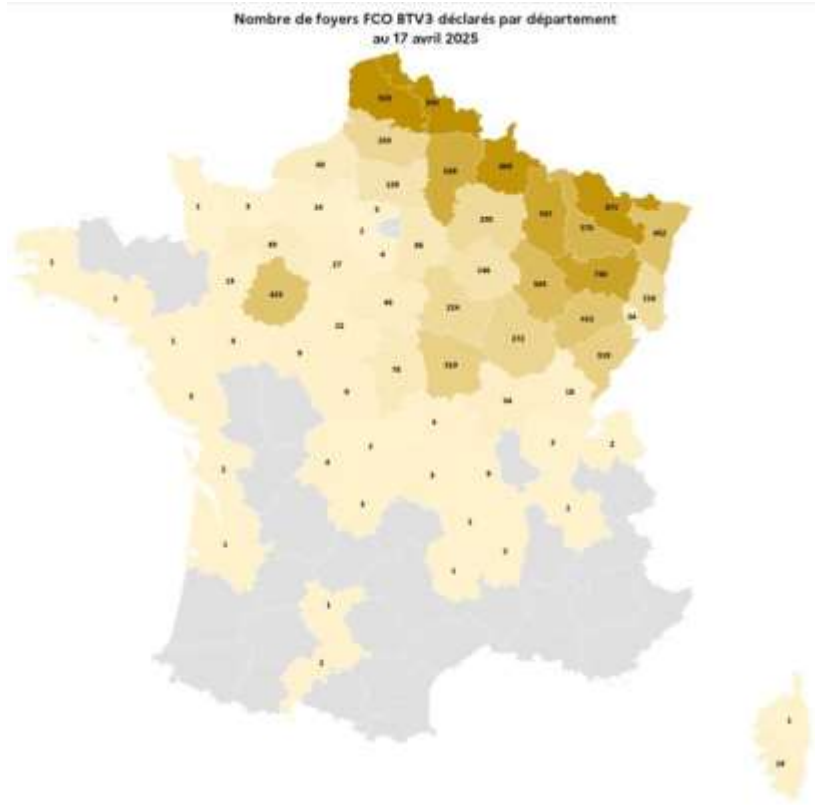
chambres-agriculture-bretagne.fr



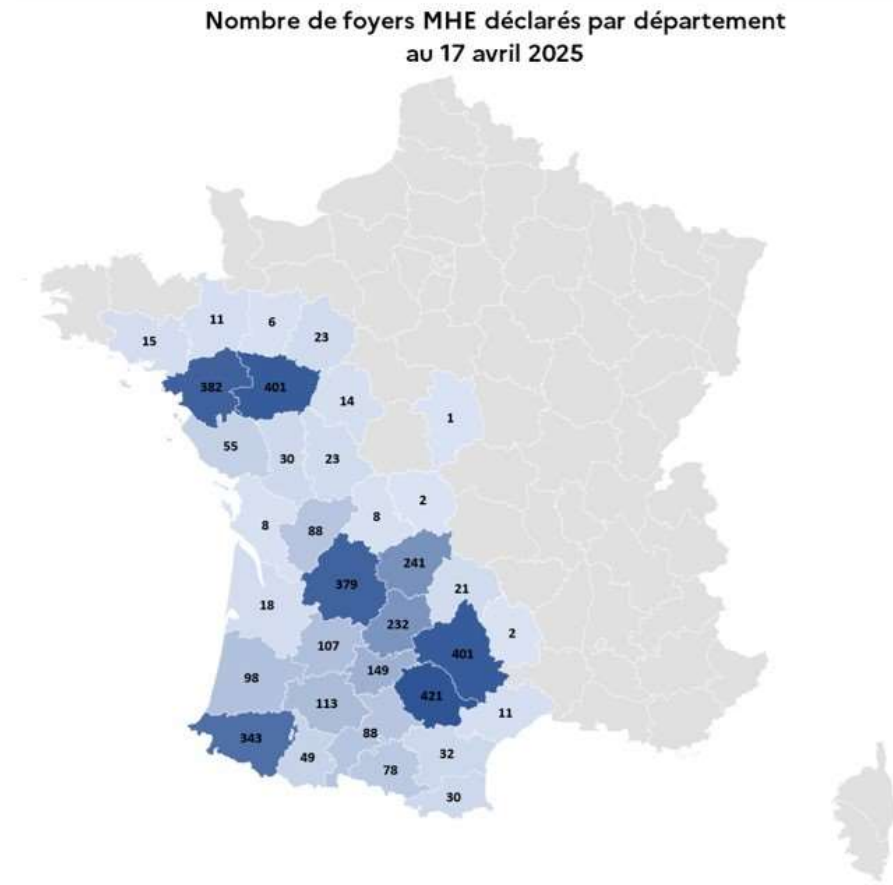
Points de vigilance

- Le risque d'épidémies est toujours présent :

FCO :



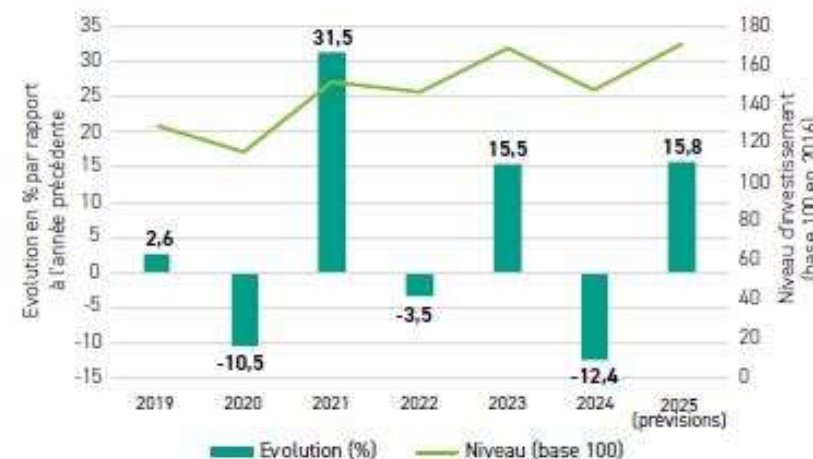
MHE :



Points de vigilance

- Des IAA fragilisées
 - Par une hausse des coûts de production
 - Par la décapitalisation des cheptels
 - Par la déconsommation et la descente en gamme des consommateurs
- → Baisse des investissements et fermetures de sites
- Fonds Industries Agroalimentaires de plus de 500 M€

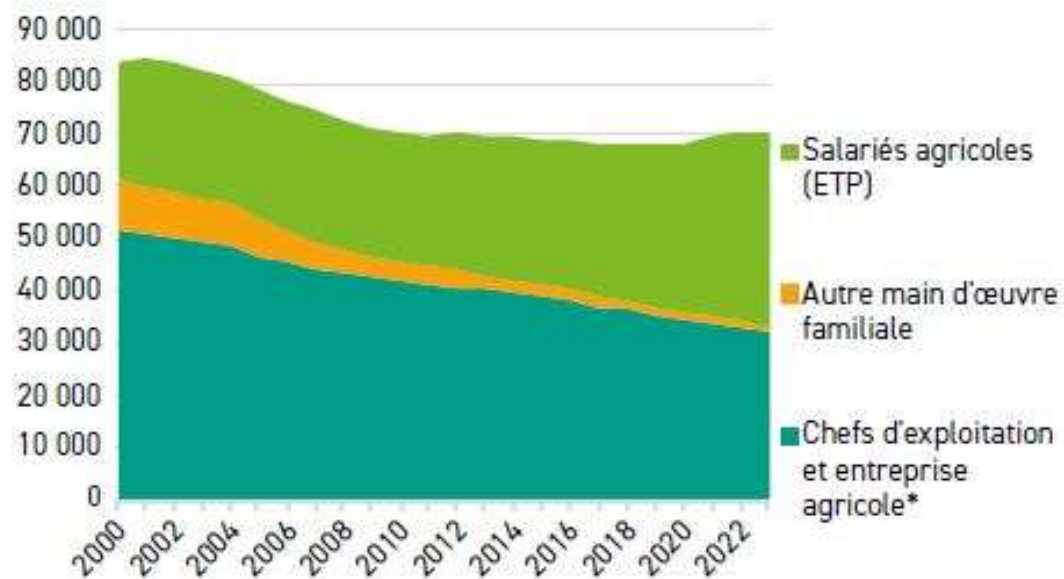
Les investissements bretons chutent en 2024



Chambre d'agriculture de Bretagne
Source : Banque de France

Points de vigilance

- Le développement du salariat agricole peut fragiliser les exploitations :



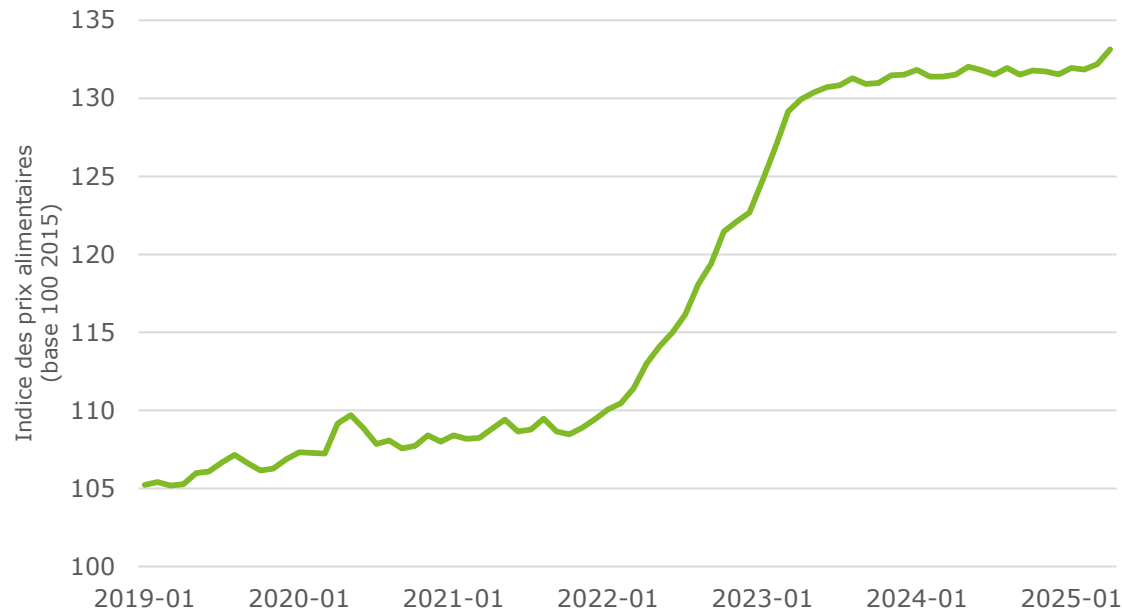
Chambre d'agriculture de Bretagne Source : MSA, données Bretagne

* Chefs d'exploitation de cultures et d'élevages et chefs d'entreprise de travaux agricoles, de travaux forestiers, de paysage...

- En 2023 : le salariat représente 52 % des ETP agricoles bretons
- Conséquence de l'enjeu du renouvellement des générations

La consommation impactée par l'inflation

- Indice des prix alimentaires en 2024 : +1,4 %/2023



Chambre d'agriculture de Bretagne

Source : Insee, au 05/05/2025

La consommation impactée par l'inflation



Chambre d'agriculture de Bretagne

Source : Kantar Worlpanel pour FranceAgriMer, Unilet, GIPT, CNIPT et ANICC

En 2024 : -3 %/2023 sur la consommation de légumes de conserves

Un recul des achats des ménages de légumes frais en 2024/2023



Chambre d'agriculture de Bretagne au 31/03/2025

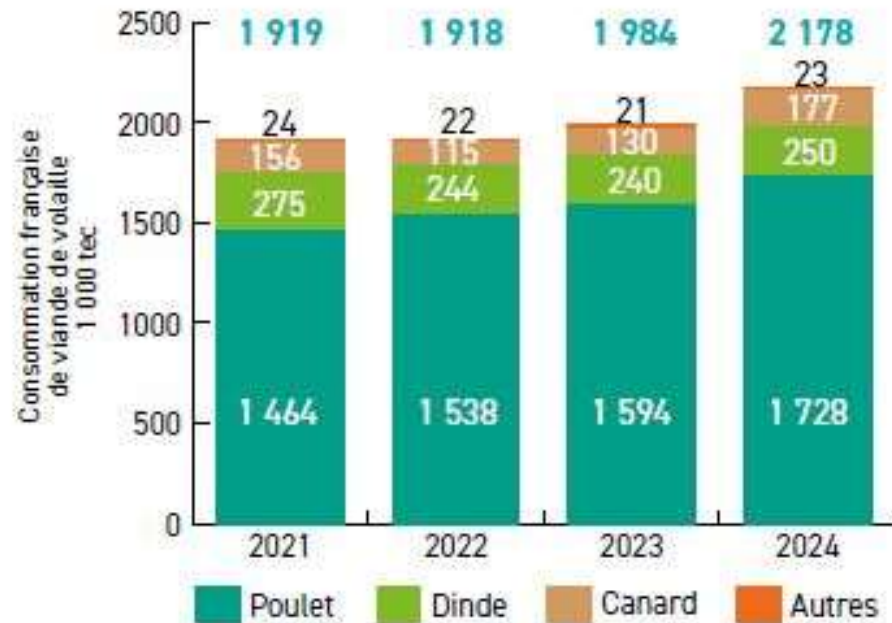
Source : Kantar Worlpanel

-0,4 % sur les fruits et légumes frais

La consommation impactée par l'inflation

- La volaille devient la première viande consommée en France

Une consommation française en hausse de 9,8 %

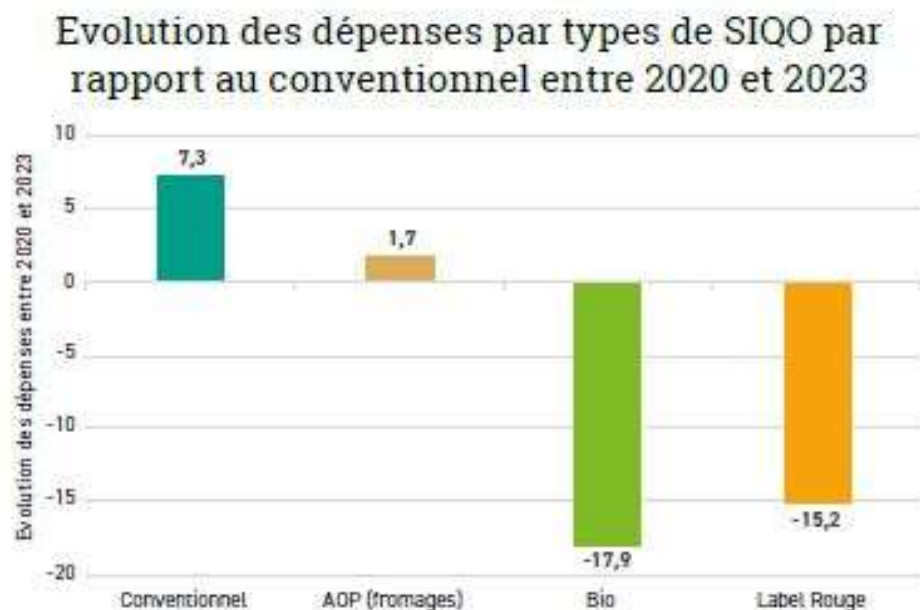


→ Attention aux dépendances accrues aux importations

Chambre d'agriculture de Bretagne
Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes au 24/03/2025

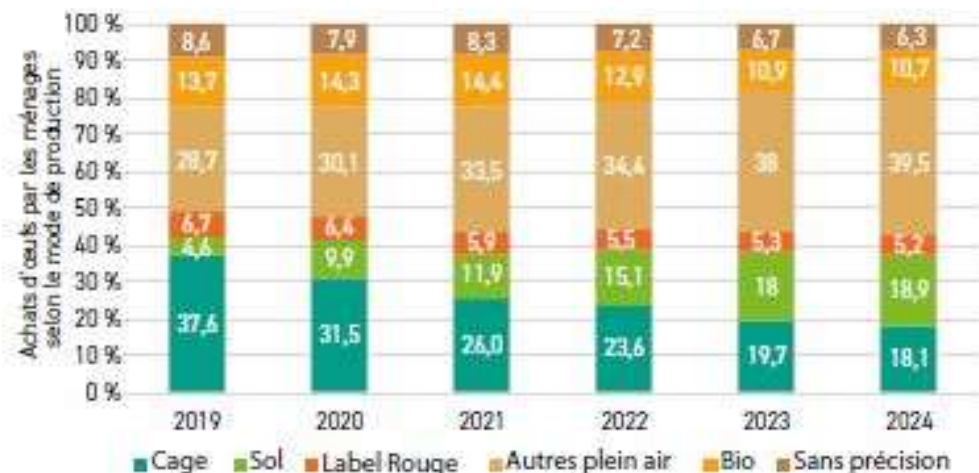
Les filières qualité en difficulté

- La consommation du bio et des SIQO recule :



Chambre d'agriculture de Bretagne
Source : FranceAgriMer, d'après Kantar Wordpanel

Les achats d'œufs coquille bio perdent du terrain

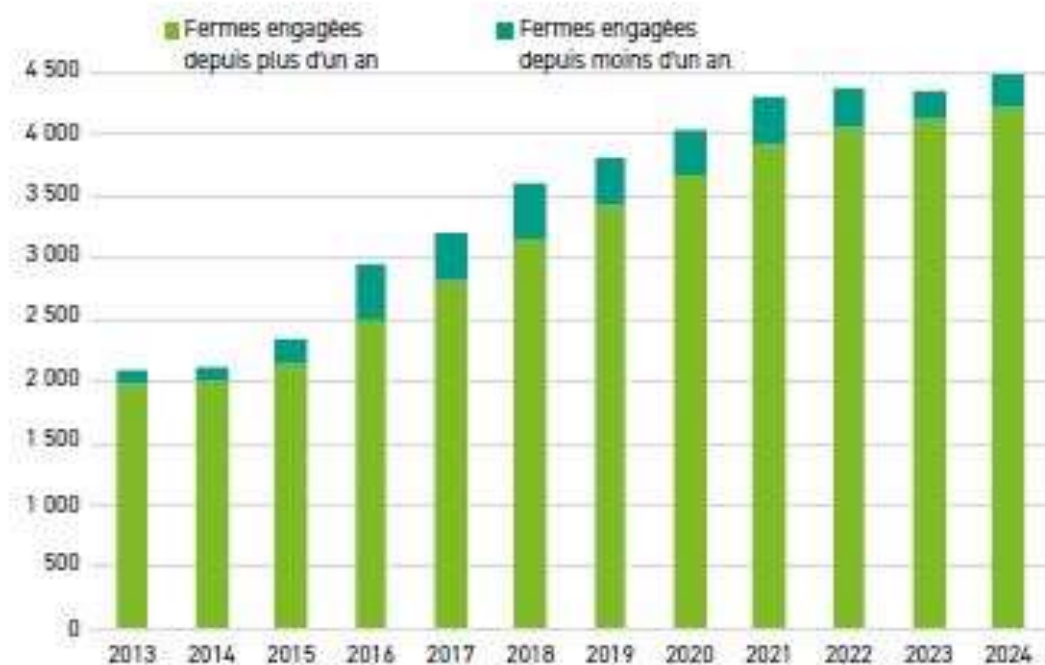


Chambre d'agriculture de Bretagne
Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worlpanel au 24/03/2025

→ Assortiment bio dans les GMS : -25 % en 3 ans !

Les filières qualité en difficulté

- Le nombre d'installations bio diminue



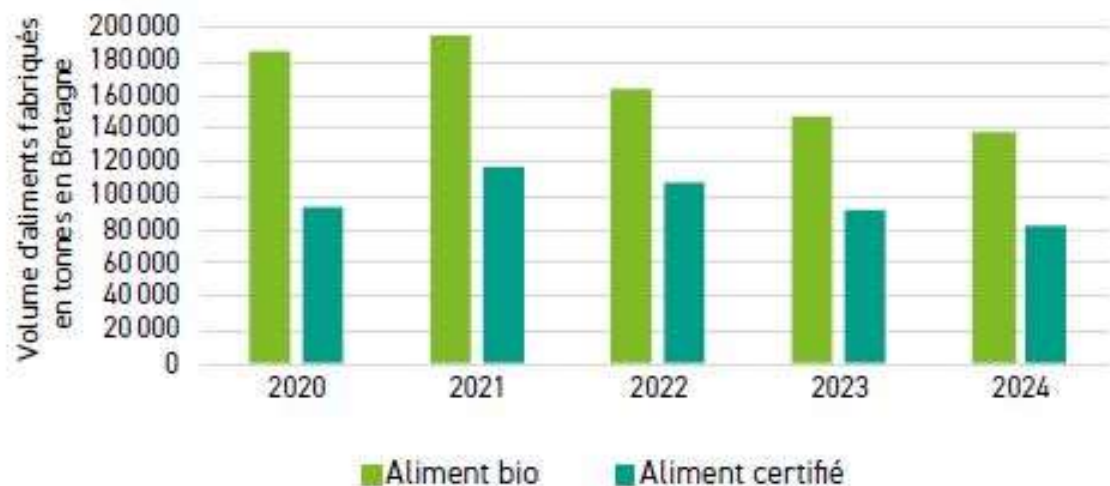
Chambre d'agriculture de Bretagne
Source : Frab, au 15/04/2025

2021 : 204 installations
aidées bio : 40 % des
installations aidées

2024 : 136 installations
aidées bio : 32 % des
installations aidées

Les filières qualité en difficulté

- La crise impacte les industries de l'amont et de l'aval



Chambre d'agriculture de Bretagne

Source : La Coopération agricole Nutrition Animale et SNIA au
20/03/2025

Recul annuel des fabrications
des aliments en Bretagne :

- Certifiés : -10 %
- Bio : -7 %

Points de vigilance

- Des épizooties qui progressent et perturbent les marchés
- L'industrie agroalimentaire face à l'inflation et à la décapitalisation des cheptels
- Les risques induits par le développement du salariat
- L'inflation impacte les filières de la qualité et de l'origine à tous les niveaux
- Des fortes perturbations géopolitiques



International

Une Bretagne solide et agile

Les équilibres géopolitiques au cœur des enjeux

chambres-agriculture-bretagne.fr

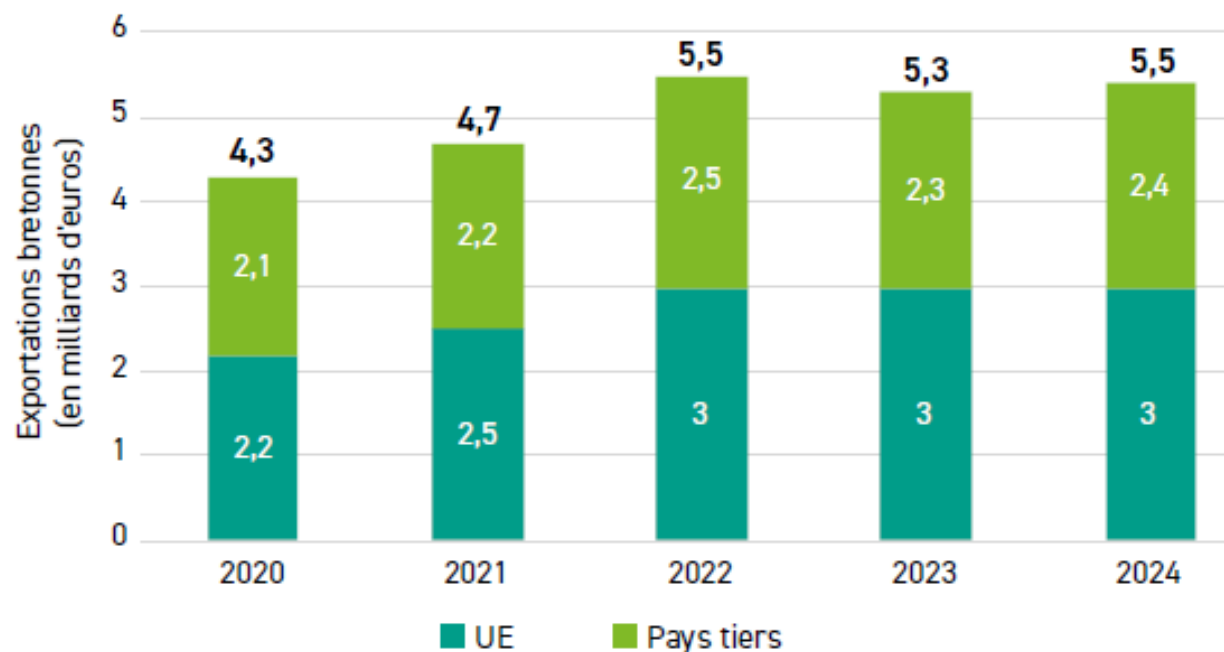


CHAMBRE
D'AGRICULTURE
BRETAGNE

Des exportations bretonnes dynamiques

- **5,5 milliards d'euros** exportés en 2024.
- **55 %** des exportations bretonnes sont à **destination de l'UE** en 2024 (en valeur comme en volume).

Les exportations bretonnes progressent à nouveau en 2024

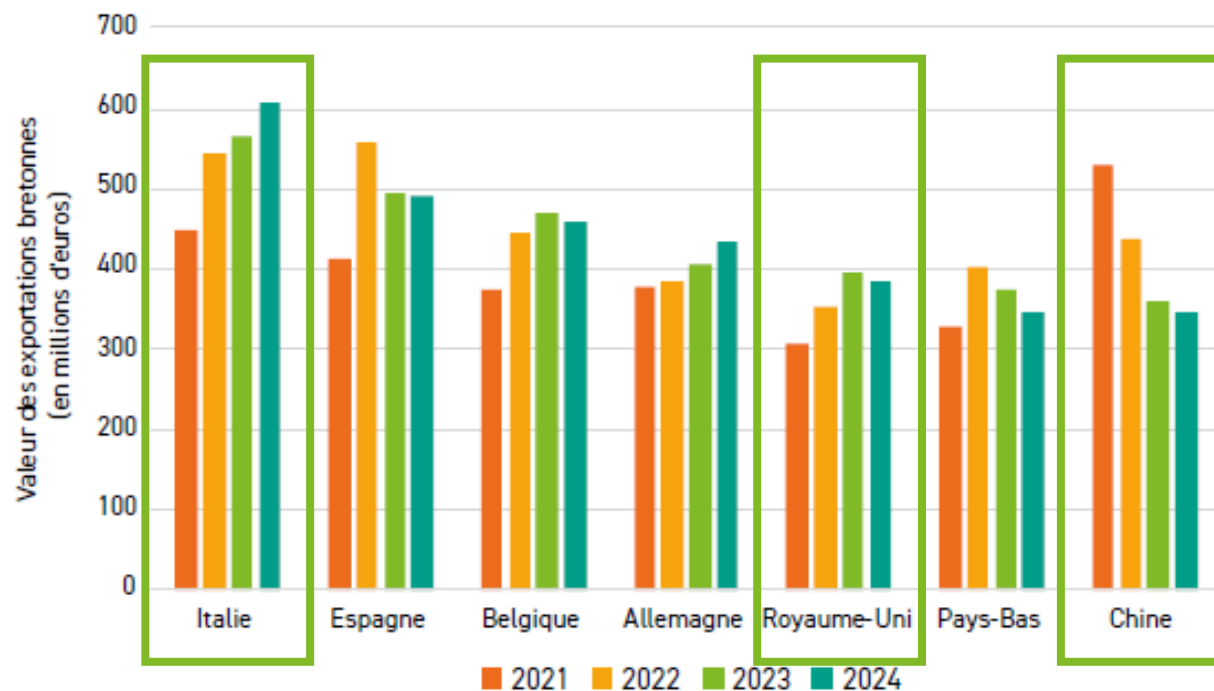


30

➤ L'Italie, première destination de la Bretagne



L'Italie confirme sa place de premier client de la Bretagne en 2024

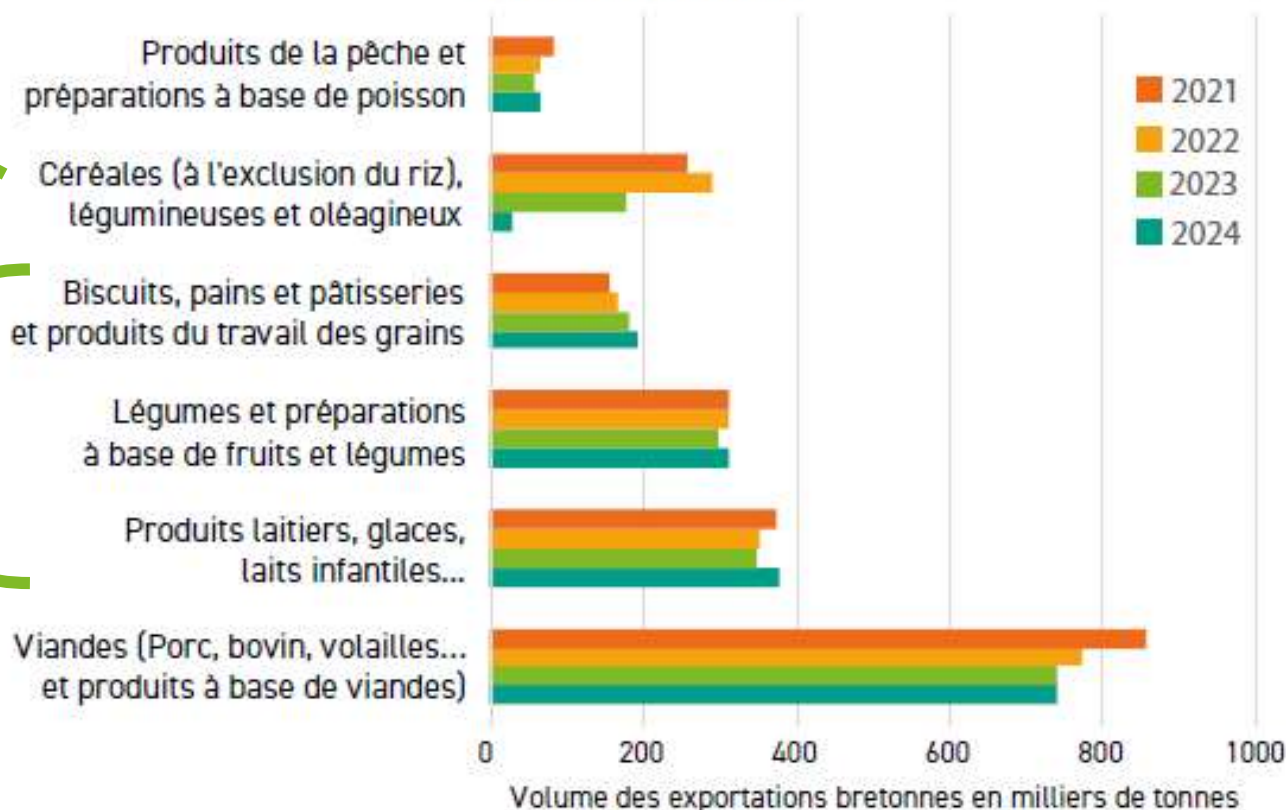


31

Reprise des volumes exportés

- Chute drastique des exportations à cause d'une météo capricieuse.
- Situation favorable, dopée par le marché européen.
- Bonne performance avec une Chine de retour aux achats.

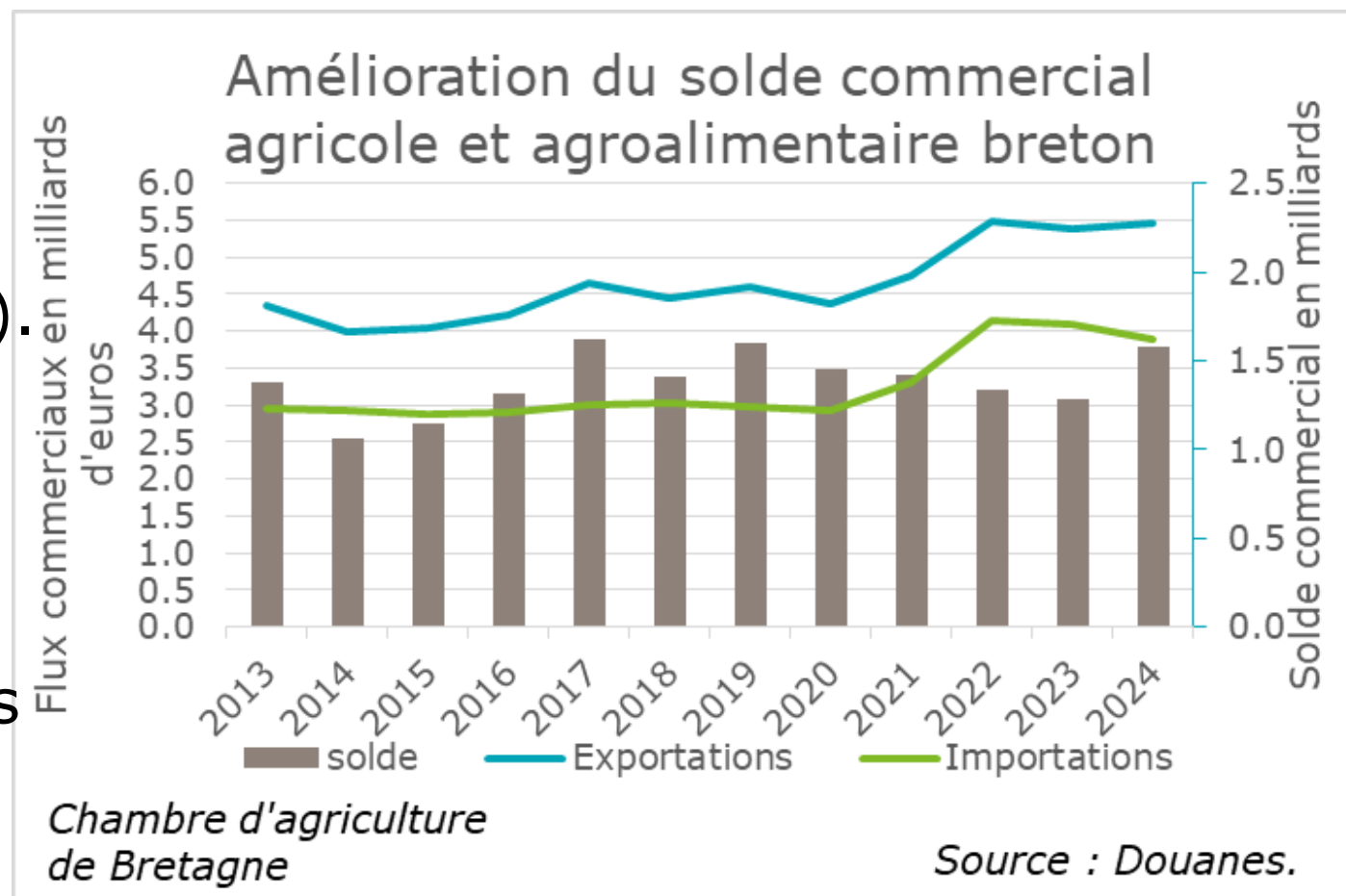
Bonnes exportations en 2024, à l'exception des céréales



32

Une Bretagne à contre-courant

- **1,6 Md € :**
l'excédent commercial breton s'améliore (+22 %).
- **4,9 Mds € :**
l'excédent commercial français au plus bas.





International

Une Bretagne solide et agile

Les équilibres géopolitiques au cœur des enjeux

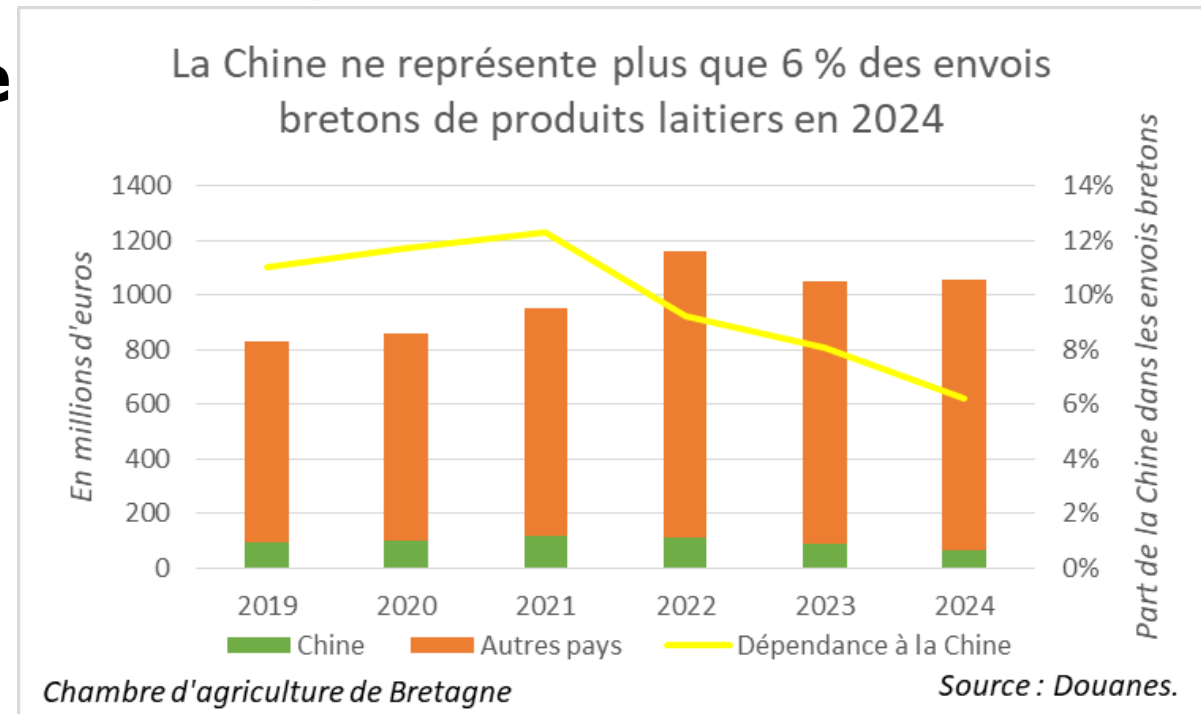
chambres-agriculture-bretagne.fr





La Chine mène l'enquête

- **Contre le cognac européen**
- **Contre le porc européen**
 - Impact potentiel de 500 M€ à l'échelle nationale.
- **Contre les produits laitiers européens**
- **Contre la viande bovine**





Chronologie d'une guerre commerciale annoncée

20 janvier 2025

Donald Trump réintègre la Maison Blanche

12 mars 2025

+25 % sur l'acier et l'aluminium

9 avril 2025

Sur-taxe en fonction des pays : UE : +20 %

4 février 2025

Chine : +10 %

4 mars 2025

Chine : +10 %
Canada/Mexique : +25 %

5 avril 2025

+10 % pour tous les produits importés

9 avril 2025

Premières contre-mesures européennes

Suspension pour 90 jours



Impacts possibles pour l'Union européenne

- **L'UE est dépendante du marché américain.**

- Les États-Unis sont le premier partenaire de l'UE.
- L'UE est vulnérable aux chocs de la politique commerciale de Trump.
- Secteurs les plus impactés : machines, véhicules et produits chimiques.
- L'Allemagne en première ligne.

- **Les entreprises européennes vont être bousculées.**

- Une baisse des ventes sur le marché américain.
- Une concurrence accrue sur le marché européen.
- Une perturbation des chaînes d'approvisionnement.
- Un report des investissements.



Un marché qui compte pour l'agri-agro français

- **Les Etats-Unis, un partenaire privilégié pour les filières françaises**

- 5,42 milliards d'euros en 2023.
- 6^{ème} destination des exportations françaises.
- 6 % des exportations françaises.

- **Un marché américain dynamique**

- Une croissance vigoureuse.
- Une population à fort pouvoir d'achat.
- Des produits français bien implantés.

- **Les filières qui ont le plus à perdre**

- Vins et spiritueux (69 % des exportations françaises)
- Produits laitiers (5 % des exportations françaises)
- Produits d'épicerie



Menaces sur l'économie bretonne

- **Les Etats-Unis, un partenaire important**
 - 250 entreprises
 - 700 M€ soit 5,5 % du total export.
- **Les filières agri-agro bretonnes moins dépendantes**

Tableau de synthèse: Exportations bretonnes agricoles et agroalimentaires par produits en 2024 vers les Etats-Unis		
	Exportations 2024 en euros	Part du marché des Etats-Unis (%)
Viandes	1 576 623	0.10%
Produits laitiers, fromages, glaces, laits infantiles	11 888 919	0.98%
Aliments pour animaux	3 513 197	0.74%
Produits de la pêche/préparations à base de poisson	2 656 150	0.91%
Biscuits, pains et pâtisseries	24 385 251	10.09%
Légumes et préparations à base de fruits et légumes	23 389 098	6.25%
TOTAL GENERAL y compris boissons	113 374 776	2.08%
Source: Douanes régionales; Traitements Chambres d'agriculture de Bretagne		

Des opportunités à saisir ?

- **L'Amérique latine et le Canada, des alternatives à envisager**

- Des débouchés stratégiques sur des marchés en expansion.
- Les contre-mesures des autres pays : un appel d'air pour les produits français ?

- **Profiter des accords de libre-échange négociés par l'UE avec 74 pays**

- Le CETA (l'accord avec le Canada) a bénéficié aux filières agri-agro françaises.
- La modernisation des accords avec le Chili et le Mexique est finalisée.
- D'autres sont en cours de négociations : l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande, les Philippines, les Emirats-Arabes-Unis et l'Australie.
- Le Mercosur peut-il redorer son blason dans ce contexte ?



Mercosur : les impacts agricoles en Bretagne

▪ Danger pour la volaille bretonne

- L'UE sature ses contingents actuels à 95 %.
- Accord UE-Mercosur : +180 000 tonnes sur 6 ans.
- Bretagne et Mercosur sont sur les mêmes marchés (RHD et produits élaborés).

▪ La viande bovine moins menacée en Bretagne

41

- Un « secteur sensible » avec peu de modification des droits de douane.
- Le Mercosur ne vise pas le même marché que la Bretagne (RHD vs produits élaborés / boucheries / GMS).
- Risque sur les cotations.

▪ Avantage relatif pour les produits laitiers bretons

- La Bretagne exporte ses produits laitiers ailleurs.
- Développement du commerce intra-firme avec des implantations locales.

Le Mercosur, mais pas que !

▪ Impacts cumulés et dépendance accrue aux importations

- Viande bovine : +22 à 24% d'importations, 7,5% importation/consommation.
- Volaille : +23 à 30 % d'importations, 9,7 % importation/consommation.

42

▪ Les raisons des accords de libre-échange

- Renforcer les exportations européennes compétitives.
- Sécuriser l'approvisionnement en matières premières stratégiques.
- Intégrer économiquement de futurs États-membres.
- Renforcer son influence géopolitique.



Ukraine

- Soutien commercial : ni droit de douane, ni contingent.
- Mesures de sauvegarde : importations désormais plafonnées.



Pac post 2027 :

Anticiper pour peser

chambres-agriculture-bretagne.fr



Le 1^{er} pilier de la Pac c'est 423,5 M€ versés aux agriculteurs bretons

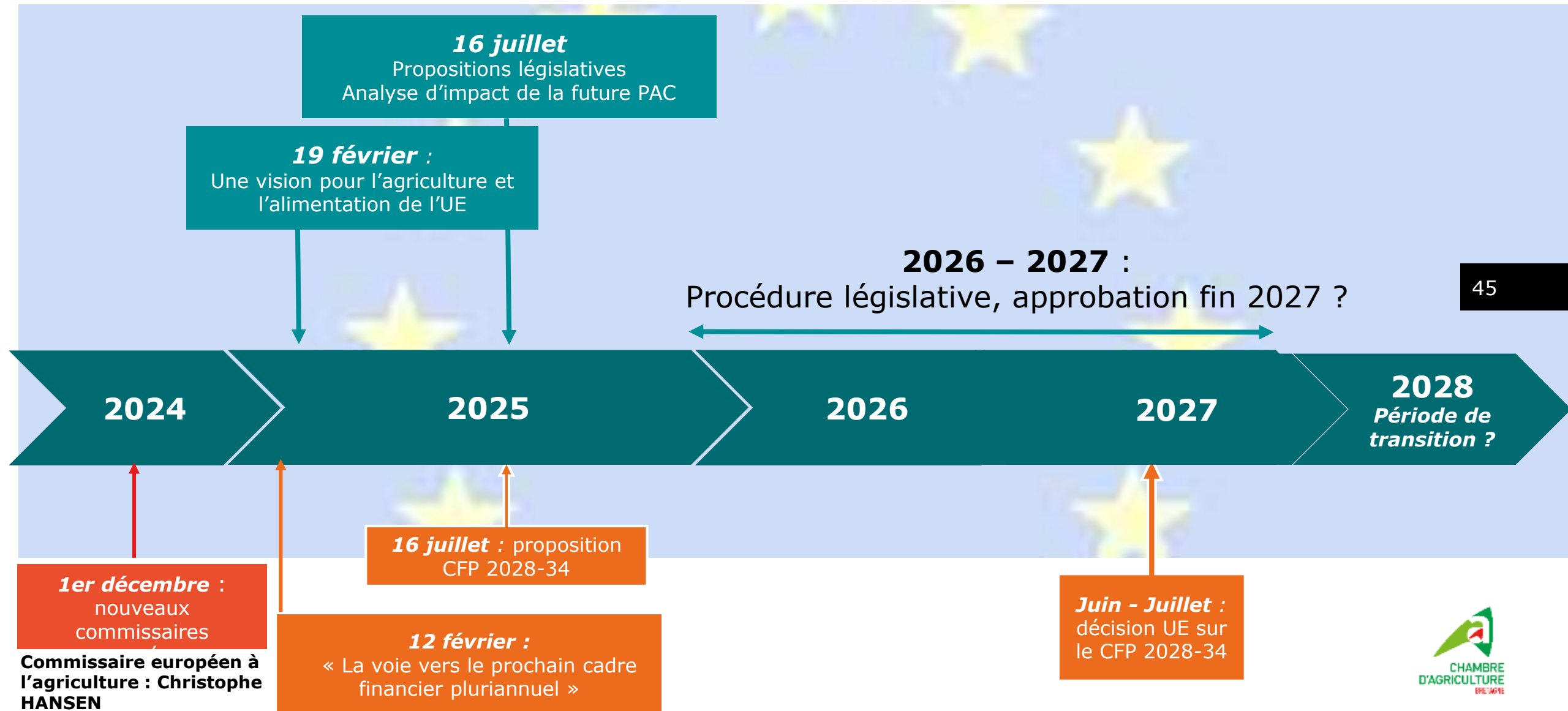
Les aides Pac du 1^{er} pilier versées aux agriculteurs en 2023 en Bretagne

en milliers d'euros	Côtes d'Armor	Finistère	Ille-et-Vilaine	Morbihan	Bretagne	France métropolitaine
Aides découplées	100,7	83,7	102,8	81,7	369,0	5 627,7
dont paiement de base	53,6	44,9	55,5	43,4	197,3	3 079,3
dont écorégime	28,6	24,3	28,9	24,2	106,0	1 750,9
dont paiement redistributif	15,4	12,0	15,6	11,6	54,5	668,5
dont aide complémentaires JA	3,1	2,5	2,9	2,6	11,1	129,1
Aides couplées	14,7	11,4	17,5	11,0	54,5	993,6
dont aides bovines	13,1	10,5	15,2	9,6	48,3	687,6
dont aides couplées maraîchage	0,2	0,2	0,1	0,1	0,5	5,9
dont autres aides végétales	1,1	0,5	1,7	0,8	4,2	180,3
Total aides directes 1^{er} pilier Pac	115,4	95,1	120,3	92,7	423,5	6 621,3

Source : Draaf d'après ASP

- Auxquels s'ajoutent les montants versés au titre du 2nd pilier de la Pac : MAEC, soutiens à l'investissement (AGRI Invest), à l'installation...
- Légère hausse / 2022 : conforme aux objectifs de la réforme de la Pac

➤ PAC post 2027 : on rentre dans un tunnel législatif...



Une vision pour l'agriculture et l'alimentation : œuvrer ensemble pour un secteur agricole et alimentaire européen attractif pour les générations futures

Ambition de la CE pour la future Pac : concevoir des réponses politiques pour un secteur agricole et agroalimentaire prospère

- Une vision du système agricole et agroalimentaire à **l'horizon 2040**
- Une feuille de route pour **orienter l'action de l'UE**
- Une mise en œuvre reposant sur la simplification, l'innovation (numérique) l'implication d'acteurs privés
- Une méthode de travail adaptée : « confiance et dialogue »
- Des réponses politiques articulées en 4 domaines prioritaires pour un secteur agroalimentaire prospère : **attractivité, compétitivité, durabilité, équité**

46

Agriculture repositionnée en tant que secteur stratégique dans un contexte géopolitique difficile

Souveraineté alimentaire : au cœur de l'ambition de l'UE

➤ Un secteur attractif qui garantit un niveau de vie équitable et nouvelles opportunités de revenus

- Une **chaîne alimentaire plus juste**
- Des paiements directs de la PAC maintenus, **simplifiés, ciblés** :
 - Des soutiens axés sur la participation active à la **production alimentaire**, essentielle à l'autonomie et stratégique de l'UE et **sur la préservation de l'environnement**
 - Attention particulière portée aux **zones à contraintes naturelles et aux jeunes/nouveaux agriculteurs, aux petits exploitants, à la polyculture élevage**
 - Un recours accru à des mesures de **dégressivité et de plafonnement** en tenant compte des différentes réalités des EM
 - Une poursuite des paiements versés en contrepartie de **services écosystémiques, du soutien à l'investissement et des instruments de gestion des crises et des risques**

47

**Des aides pour ceux qui contribuent à la souveraineté alimentaire, pour ceux qui en ont le plus besoin, qui préservent l'environnement, qui investissent.
Moins de conditions, plus d'incitations**

Un secteur attractif qui garantit un niveau de vie équitable et nouvelles opportunités de revenus

- Une nouvelle stratégie en faveur du **renouvellement des générations**
- Des **revenus plus diversifiés via l'innovation** :
 - Les marchés de la bioéconomie et de l'économie circulaire
 - Des outils de financement innovants (yc privés et mixtes publics-privés) pour rémunérer les pratiques vertueuses comme l'agrostockage du carbone (crédits carbone)
 - Des possibilités (importantes) dans la production d'énergie

Un secteur compétitif et résilient face aux défis mondiaux

- Une nécessaire **réduction des dépendances stratégiques**
- Des **conditions de concurrence plus loyales** :
 - Alignement des normes de production appliquées aux produits importés (pesticides et BEA)
 - Une intensification des contrôles des importations
 - Une extension des **règles d'étiquetage du pays d'origine**
- Une **gestion des risques** (de production / de prix) plus **efficace**
- Une **simplification des formalités administratives et réglementaires**

➤ **Assurer la pérennité d'un secteur agroalimentaire respectueux de la nature**

- **La décarbonation au service de la compétitivité**
 - Objectif UE neutre pour le climat d'ici 2050
- **Une simplification et une rationalisation de l'accompagnement dans la durabilité environnementale, avec :**
 - Dispositif volontaire d'évaluation comparative pour mesurer la durabilité dans les exploitations (boussole de durabilité)
 - Des solutions de remplacement en cas d'interdiction de pesticides
 - Un soutien aux pratiques améliorant la qualité des sols (dont l'AB)
 - Une urgence dans le domaine de la gestion qualitative et quantitative des ressources en eau

50

Des politiques efficaces qui récompensent les bonnes pratiques

➤ **Valoriser l'alimentation et promouvoir des conditions de vie et de travail équitables dans les zones rurales**

- Un soutien plus proactif et favorable aux conditions préalables à la **vitalité des zones rurales**
 - Une meilleure disponibilité en éducation, emplois (et perspectives de carrière), mobilités, services de santé de base et connectivité
 - Un meilleur suivi de la santé mentale des acteurs ruraux

=> *Vers un Plan d'action rural actualisé de l'UE (2025)*
- Une meilleure **valorisation de l'alimentation** et de son lien avec agriculture et territoire

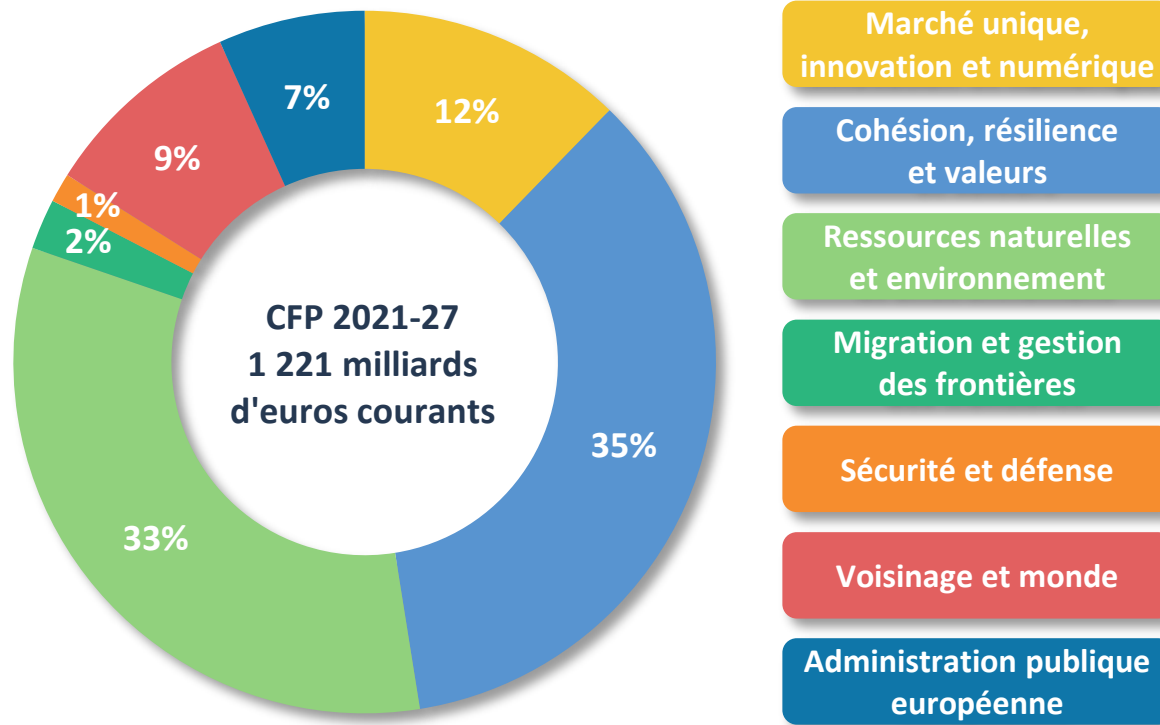
51

Vers un Plan d'action rural actualisé de l'UE (2025)



Le budget de la PAC : moins de 0,4 % du PIB UE, une centaine d'euros / hab / an

Le budget de l'UE
(Domaines financés par le budget de l'UE 2021-2027)



- Dans la vision du Commissaire HANSEN, rien sur le budget
- Enjeu = un budget à la hauteur des ambitions



« La voie vers le prochain cadre financier pluriannuel » : communication de la CE le 12 janvier

- Un **budget plus simple fondé sur des politiques** plutôt que des programmes pour mieux financer les priorités stratégiques de l'UE axé sur l'investissement et la performance
- Un **fonds européen pour la compétitivité** établissant une capacité d'investissement pour soutenir les secteurs et technologies essentiels pour la compétitivité de l'UE (yc la recherche et l'innovation)
- **Des recettes renforcées** et modernisées
- Un **plan national dans chaque EM** qui regrouperait plusieurs programmes /fonds (dont la Pac) assorti de réformes et d'investissements clés et axé sur des priorités communes



Les grands principes de la nouvelle architecture du prochain CFP

Programme in next MFF		Programme/strand in the current MFF
National Plan - "name to be defined"	Pre-allocated / shared management part	European Regional Development Fund
		Cohesion Fund
European Agricultural Fund for Rural Development European Agricultural Guarantee Fund - could be subject to specific treatment		European Social Fund +
		Just Transition Fund
		Social Climate Fund (ending in 2032)
		Modernisation Fund - could be left out as currently ending in 2030
		LIFE programme - 'Nature and Biodiversity' strand
		European Maritime, Fisheries and Aquaculture Fund
		European Agricultural Fund for Rural Development
		European Agricultural Guarantee Fund - could be subject to specific treatment
		Asylum, Migration and Integration Fund*
		Border Management and Visa Instrument*
		Internal Security Fund*
		Interreg
		European Maritime, Fisheries and Aquaculture Fund direct management
		Employment and Social Innovation (currently direct management ESF+)
	Not pre-allocated / direct management part	European Urban Initiative (currently direct management ERDF)
		Interregional Innovation Investments (currently direct management ERDF)
		Thematic Facilities of the home affairs funds
		Single Market Programme - Food strand

- **Proposition d'intégrer la PAC au plan national**, mais possibilité d'un traitement spécifique du Feaga (P1)
- **Pour une Pac qui doit trouver le juste équilibre entre les incitations, les investissements et la réglementation**

Opposition du PE et des EM à cette inclusion et volonté de maintien du budget de la PAC à 2 piliers

En Bretagne, anticiper pour peser

- Dans la vision de la CE des opportunités : renforcer l'attractivité du métier, soutenir les exploitations de taille moyenne, valoriser les systèmes agroécologiques, accompagner la transmission et l'installation, soutenir l'investissement
- Mais aussi des inquiétudes : critères de ciblage des aides, place des filières d'élevage ...

Dans les mois à venir, les arbitrages qui structureront la future Pac se joueront au niveau européen. Pour peser, la Bretagne doit faire entendre sa voix. En construisant une position claire, collective, et ambitieuse.